

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association SANTY PLAINE ACTIONS

22 Rue Hugues Guerin
69008 LYON

N° SIREN : 909 638 421

Association SANTY PLAINE ACTIONS

22 Rue Hugues Guerin
69008 LYON

N° SIREN : 909 638 421

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

**A l'assemblée générale de l'association SANTY PLAINE
ACTIONS**

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SANTY PLAINE ACTIONS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informa-

tions fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 6 mai 2024,

Le Commissaire aux Comptes,

Endrix LYO
Régis LACROIX



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros %
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques...					
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations corporelles					
	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques Matériel et outillage	297 120	7 498	289 622	16 408	273 214 NS
	Immobilisations corporelles en cours	17 194		17 194	62 844	45 649 72.64
	Avances et acomptes					
ACTIF CIRCULANT	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>					
	Immobilisations financières (1)					
	Participations et Créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
	Total I	314 314	7 498	306 816	79 252	227 564 287.14
	Stocks et en cours					
	Créances (2)					
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	33 418		33 418	13 802	19 615 142.12
	Créances reçues par legs ou donations					
	Autres	134 110		134 110	16 849	117 261 695.96
	Valeurs mobilières de placement	15		15	15	
Comptes de Régularisation	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	224 151		224 151	287 045	62 894 21.91
	Charges constatées d'avance (2)	7 808		7 808	1 530	6 278 410.28
	Total II	399 502		399 502	319 241	80 260 25.14
	Frais d'émission des emprunts (III)					
	Primes de remboursement des emprunts (IV)					
	Ecart de conversion actif (V)					
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	713 815	7 498	706 317	398 493	307 825 77.25

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2023	12 31/12/2022	12 Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires	30 000		30 000	
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	27 237		27 237	
	Situation nette (sous total)	57 237		57 237	
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	307 464	79 252	228 212	287.96
	Provisions réglementées				
	Total I	364 700	79 252	285 449	360.18
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
DETTES (1)	Provisions pour charges				
	Total III				
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
DETTES (1)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	50 000		50 000	
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	32 539	12 467	20 072	161.00
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	70 360	121 761	51 401	42.21
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	841		841	
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	187 877	185 013	2 865	1.55
	Total IV	341 617	319 241	22 376	7.01
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		706 317	398 493	307 825	77.25

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	6 110	1 123	4 988	444.36
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	84 839	18 157	66 682	367.26
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	437 782	81 414	356 367	437.72
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public	525		525	
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	392	13	380	NS
Total I	529 648	100 706	428 942	425.94
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	3 824		3 824	
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	60 346	19 619	40 726	207.58
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	4 643	880	3 763	427.66
Salaires et traitements	380 897	70 446	310 450	440.69
Charges sociales	48 310	9 748	38 562	395.58
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 816	682	6 134	899.41
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	20	12	7	58.62
Total II	504 854	101 388	403 466	397.94
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	24 794	682	25 476	NS

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

SOFAGEC



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III						
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées		17			17	
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV		17			17	
2. Résultat financier (III-IV)		17			17	
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		24 777		682	25 459	NS
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital		7 597		682	6 915	NS
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		7 597		682	6 915	NS
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI						
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		7 597		682	6 915	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)		5 137			5 137	
Total des produits (I+III+V)		537 245		101 388	435 857	429.89
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		510 009		101 388	408 621	403.03
5. EXCEDENT OU DEFICIT		27 237			27 237	



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 706 317.22 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 529 648.21 Euros et dégageant un excédent de 27 236.68 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Pleinement investie dans le champ de l'économie sociale et de l'insertion par l'activité économique, l'association a pour objectif principal la recherche de l'utilité sociale, telle que définie à l'article 2 de la loi n°2014-856 et notamment :

- apporter un soutien aux personnes en situation de fragilité du fait de leur situation économique et sociale, et en particulier aux chômeurs de longue durée
- concourir à un développement territorial durable dans ses dimensions économiques, sociales, environnementales et participatives.

En cette qualité, elle contribue à l'éradication de la privation d'emploi sur son territoire par la création d'emplois par l'embauche, sans sélection, sur proposition du Comité Local pour l'Emploi (CLE) prévu par la loi du 14 décembre 2020.

Les emplois créés par l'association sont dits supplémentaires ou complémentaires : ils ne concurrencent pas les emplois existants sur le territoire concernés et viennent en réponse aux besoins du territoire et en soutien du tissu économique local.

Les personnes qu'elle embauche sont principalement des personnes privées durablement d'emploi volontaires, sur le territoire concerné et pour lesquels la présente association a vocation à solliciter son conventionnement par le Fonds d'Expérimentation Territoriale de le Chômage de Longue Durée (ETCLD)

L'association a pour objet principal de gérer une Entreprise à But d'Emploi (EBE) au sens susvisé et conformément aux objectifs et missions ci-dessus décrits.

A cet effet, elle propose notamment de réaliser :

- tous services à favoriser le lien social à travers l'aide à la personne par des services d'assistance aux habitants, notamment d'habitants des quartiers, familles, personnes âgées, à mobilité réduite et/ou en situation de handicap (ex : livraison de courses à domicile, activités présentielle, petit bricolage et entretien, jardinage, garde d'enfants etc)
- tous services visant à favoriser une démarche de développement durable et le développement de l'économie circulaire, notamment à travers des services de collecte, nettoyage, recyclage et réemploi de déchets, d'écho-mobilité, d'agriculture urbaine
- des services aux entreprises, aux associations et aux collectivités visant une meilleure qualité de vie au travail (conciergerie, petit restauration, livraison, transport etc)



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

développement de nouveaux services innovant ou d'une offre auprès de publics spécifiques

- et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières pouvant s'y rapporter directement ou indirectement

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**Subventions d'exploitation perçues :**

Dans le cadre du soutien par différents organismes, l'association a perçu notamment :

- une aide pour l'expérimentation nationale Territoires Zéro Chômeur de longue durée de 330 K€. Cette aide est versée en fonction de l'effectif en ETP des salariés conventionnés dans le cadre de l'expérimentation ETCLD ;

- une aide départementale pour l'expérimentation nationale Territoires Zéro Chômeur de longue durée de 49 K€ ;

- une subvention de dotation d'amorçage de 43K€ ;

- une subvention de l'AGEFIPH de 6 K€ dans le cadre d'une convention régionale de partenariat concernant le dispositif "entreprise à but d'emploi".

A noter par ailleurs, qu'en application de l'article 24 du décret du 30 juin 2021 modifié, le montant de la participation de l'Etat au financement de la contribution au développement de l'emploi est de :

- 102 % du montant brut horaire du salaire minimum de croissance, appliqué au nombre d'équivalents temps plein recrutés dans le cadre de l'expérimentation, jusqu'au 30 septembre 2023 ;

- 95 % du montant brut horaire du salaire minimum de croissance, appliqué au nombre d'équivalents temps plein recrutés dans le cadre de l'expérimentation, à compter du 1er octobre 2023 et pour l'année 2024.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -**Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			2 831
Installations générales agencements aménagements divers			260 009
Matériel de transport	15 460		15 500
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	1 630		1 690
Immobilisations corporelles en cours	62 844		17 194
TOTAL	79 934		297 224
TOTAL GENERAL	79 934		297 224



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			2 831	2 831
Installations générales agencements aménagements divers			260 009	260 009
Matériel de transport			30 960	30 960
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			3 320	3 320
Immobilisations corporelles en cours		62 844	17 194	17 194
TOTAL		62 844	314 314	314 314
TOTAL GENERAL		62 844	314 314	314 314

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			432		432
Installations générales agencements aménagements divers			2 209		2 209
Matériel de transport		449	3 415		3 864
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		233	760		993
TOTAL		682	6 816		7 498
TOTAL GENERAL		682	6 816		7 498
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.techniques matériel outillage indus.	432				
Instal.générales agenc.aménag.divers	2 209				
Matériel de transport	3 415				
Matériel de bureau informatique mobilier	760				
TOTAL	6 816				
TOTAL GENERAL	6 816				

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	33 418	33 418	
Personnel et comptes rattachés	30	30	
Taxe sur la valeur ajoutée	7 824	7 824	
Divers état et autres collectivités publiques	126 197	126 197	
Débiteurs divers	59	59	
Charges constatées d'avance	7 808	7 808	
TOTAL	175 336	175 336	



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	50 000	8 249	40 810	941
Fournisseurs et comptes rattachés	32 539	32 539		
Personnel et comptes rattachés	9 584	9 584		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 632	17 632		
Impôts sur les bénéfices	5 137	5 137		
Taxe sur la valeur ajoutée	5 596	5 596		
Autres impôts taxes et assimilés	32 410	32 410		
Autres dettes	841	841		
Produits constatés d'avance	187 877	187 877		
TOTAL	341 617	299 866	40 810	941
Emprunts souscrits en cours d'exercice	50 000			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Matériels industriels	Linéaire	5 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 652
Dettes fiscales et sociales	42 408
Total	51 060

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	7 808
Total	7 808
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	187 877
Total	187 877

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt de 50K€ garanti à hauteur de 65% par RDI, soit 32.5K€.

